

LES PLASTIQUEURS FASCISTES EN LIBERTE

Le pouvoir se tait et bâillonne la résistance populaire

POUR protester contre les attentats au plastic et en particulier celui dont fut victime **France-Observateur**, les Fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise du P.S.U. avaient décidé d'offrir à diverses personnalités de gauche, appartenant soit à des organisations politiques ou syndicales soit à des journaux démocratiques, une tribune où elles pourraient exprimer l'indignation de toutes les tendances de la gauche devant ces actes criminels et la mansuétude dont le pouvoir témoigne à leur égard. **Jean-Paul Sartre**, **Daniel Mayer**, président de la Ligue des Droits de l'Homme, **Claude Bourdet** et **Gilles Martinet**, directeurs de **France-Observateur**, **Emmanuel d'Astier**, directeur de **Libération**, **Louis Fournier** de **L'Express**, **Pierre Gaudez**, ancien président de l'U.N.E.F., **Jean Schaefer** (C.G.T.), **Georges Rino** (U.D.-F.O.), **Marc Barbut** (S.G.E.N.) et **Roger Lorin** (U.R.P.-C.F.T.C.) avaient accepté de prendre la pa rôle à cette occasion.

Or, le Préfet de Police, plus soucieux de bâillonner les organisations démocratiques que de poursuivre les plastiqueurs, interdit la réunion. Elle fut alors remplacée par une Conférence de Presse à l'Hôtel Moderne.

Claude Bourdet, **Daniel Mayer**, **Louis Fournier**, **Roger Lorin**, **Marc Barbut**, **Videcoq** de l'U.N.E.F. qui avaient pu se rendre libres dénoncèrent la volonté manifestée par le pouvoir d'étouffer l'expression des organisations politiques et syndicales au moment où s'ouvre la négociation d'Evian, et la politique de bascule qui met sur le même pied les plastiqueurs et les démocrates. Avant qu'**Edouard Depreux**, qui présidait la conférence, apporte la conclusion, lecture fut donnée des messages qu'avaient envoyés les orateurs empêchés. Nous publions ci-dessous ces messages.

Message de J. P. SARTRE

LE terrorisme des plastiqueurs s'est marqué dans la dernière quinzaine par quelques crimes imbéciles ; on pouvait le stopper net en frappant où il faut. S'il est devenu,

indirectement, un facteur politique, c'est par l'extrême mollesse qu'on met à le réprimer. L'affaire Staub vient à point ; elle révèle que l'alibi d'un plastiqueur était fourni par des policiers ! Ainsi, dans certains secteurs, les « forces de l'ordre, et celles du désordre sont représentées tour à tour ou simultanément par les mêmes personnes. C'est cela que nous voulions dénoncer ce soir : les événements d'avril et leurs séquelles ont révélé tant de faiblesse, tant de collusions à tous les niveaux entre l'Exécutif et les insurgés, ils ont si clairement montré la force des masses quand elles s'unissent, que nous songions seulement à présenter le terrorisme au plastic sous cette lumière pour rappeler au pays sa force et l'inviter à la vigilance. Ce gouvernement avait un moyen de prouver que les collusions, du moins, n'existaient pas au sommet : nous laisser parler. En interdisant ce meeting, il semble démontrer le contraire : il bâillonne des bouches que les plastiqueurs ont prétendu fermer à jamais.

Je ne dis pas que l'ordre et le désordre actuels ont les mêmes ennemis, mais qu'ils ont besoin des mêmes silences. Nous devrions protester contre l'interdiction du meeting si nous accordions un minimum de confiance à cette hiérarchie pourrie, faible et tyrannique qui prétend administrer la France. Nous n'en sommes plus là : il suffit d'en prendre acte et de faire connaître au pays la vérité : on ne se contente pas, aujourd'hui, de mal le défendre on veut lui ôter les moyens de se défendre lui-même. La conclusion chacun la tirera : c'est l'unité d'action et c'est la vigilance, c'est l'intensification, dans les jours qui viennent de la lutte pour la paix.

Jean SCHAEFER

EN tant que militant syndical et membre du P.S.U., je m'associe de tout cœur à la protestation qui sera élevée ce soir contre les attentats commis par des gens qui prétendent peser sur les masses populaires par la terreur et l'intimidation.

Nous devons dénoncer leur comportement

pour une foule de raisons qui seront très certainement évoquées par les autres orateurs.

Caractère criminel et vain de l'emploi de tels moyens qui font fi de tout argument, de tout élément de raison, nous devons craindre, en dépit du petit nombre de ces factieux, les conséquences de leurs actions, non pas sur le plan d'un terrorisme stupide, mais à l'échelon de poste de responsabilité, du fait de complicité dont ils bénéficient dans l'armée et dans l'administration, et des complaisances du pouvoir à leur égard.

En tant que militant syndical, je n'oublie pas ce qu'il est advenu des organisations syndicales en Allemagne et en Italie, actuellement en Espagne, lorsque des gens qui avaient la même idéologie ont pris le pouvoir. Nous devons nous dresser contre de telles menaces, tous unis pour une même sauvegarde et pour la conquête prochaine d'institutions profondément transformées.

Emmanuel d'ASTIER

LES républicains doivent surtout compter sur eux-mêmes pour assurer la protection, la défense de leur presse et des libertés.

Tant que des hommes qui ont manifesté leur faiblesse ou leur complaisance à l'égard des aventuriers et des fascistes seront aux directions, à la Préfecture de police, aux Renseignements généraux, à la Sûreté, nous ne pourrons croire ni à la valeur ni à l'efficacité du pouvoir dans la lutte contre les plastiqueurs et les formations secrètes.

Préparer la défense et les ripostes, c'est notre tâche à tous.

Georges RINO

LE meeting organisé par le P.S.U. contre les plastiqueurs et pour la paix en Algérie est donc interdit. Les militants syndicalistes qui pendant des années ont lutté pour avancer l'heure de la paix ne resteront pas indifférents à des mesures de ce genre tendant à limiter l'exercice des libertés démocratiques, alors que les comploteurs disposent de larges compllicités dans l'armée, dans l'administration et même à des échelons plus élevés.

A la veille de l'ouverture de négociations qui risquent d'être longues et difficiles, nous devons poursuivre notre action pour une paix rapide ; nous devons également nous opposer très fermement à toute nouvelle atteinte aux libertés publiques comme aux libertés syndicales.

F.E.N.

A PRES l'interdiction du meeting organisé par les Fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise du P.S.U., la Fédération de l'Education Nationale qui a toujours marqué son attachement à la liberté d'opinion, son hostilité à l'emploi de pouvoirs spéciaux, tient à protester solennellement contre cette interdiction.

Elle rappelle à cette occasion sa volonté de voir s'ouvrir les négociations qui permettront de rétablir la paix en Algérie et de voir écarter des postes de direction de l'Etat et de l'armée ceux qui sont responsables des tentatives de pronunciamiento fasciste